

Dossier d'autorisation d'urbanisme

08508322C0058

L'epine - Vendée

Type

Declaration prealable

État

Autorisé

Autorisation

30/09/2022

Surface créée

38 m²

Surface démolie

0 m²

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 01/08/2026 à 23:07 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	08508322C0058
Type	Declaration prealable
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	Nouvelle construction
Destination	Bureaux
Demandeur	SCI MUTUALITE ASTORG
SIREN / SIRET	392462792 / 39246279200038

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2022
Autorisation	30/09/2022
Décision	30/09/2022
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2022-10
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	2022-10

Localisation

Adresse	8 RUE DES ELOUX L'EPINE 85740
Commune	L'epine (85083)
Département	Vendée (85)
Région	Pays de la Loire (52)
Code postal	85740
Parcelles cadastrales	AM 384

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
Habitation	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²
Locaux	172 m ²	19 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²
Commerce	172 m ²	19 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²
Agricole	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²
Service public	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²	0 m ²

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	Déclaration préalable
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	Nouvelle construction
Nature complétée	Nouvelle construction
Destination principale	Bureaux
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	Non
Surélévation	Non

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	8f23d65f-7142-4ac5-94c1-077b028255bf
Première importation	19/05/2026 10:07
Dernière observation	02/07/2026 04:18

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
SCI MUTUALITE ASTORG	392462792	Société du permis
521367227	521367227	Autre
AUDITEX	377652938	Commissaire aux comptes suppléant
EXCO SOCODEC	400726048	Commissaire aux comptes titulaire
BERNARD GROUSSIN	-	Commissaire aux comptes suppléant
BENEDICTE BREANT (DELIENS)	-	Commissaire aux comptes titulaire
JEAN-BAPTISTE CHARLES SCHOUTTETEN	-	Président de SAS
CAISSE CENTRALE DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE (CCMSA)	302990445	Société liée
FCN	337080089	Société liée
320475072	320475072	Commissaire aux comptes titulaire
399719137	399719137	Commissaire aux comptes suppléant
493049381	493049381	Commissaire aux comptes titulaire
FRANCOIS PONSINET	-	Administrateur
HELENE LYDIE JAILLET (FURLAN)	-	Administrateur
HERVOAN ANDRE LE FAOU	-	Administrateur
INGRID BOADE (COUTAIN)	-	Administrateur
ISABELLE NATHALIE PERRAY	-	Administrateur
JEAN-MICHEL FRANCOIS	-	Administrateur
LOIC LESTRADE	-	Administrateur
MURIEL MAURICETTE GOBE (LAMBERT)	-	Administrateur
PAMELA BONNET (VERAPPEN)	-	Administrateur
SÉBASTIEN RAYMOND LUCIEN GUILLAUME	-	Administrateur
YVES RENE FERTIL	-	Administrateur
NOÉMIE BÉATRICE GENEVIÈVE GOGUL (THOMAS)	-	Administrateur, Directeur général délégué
PATRICK ROGER VICENS	-	Directeur général délégué
SYLVÈRE PELICAN	-	Directeur général délégué
PATRICK JEAN CLAUDE SAIRE	-	Président du conseil d'administration et directeur général

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.